



RAPPORT DE GESTION POUR LES PÉRIODES DE TROIS ET SIX MOIS TERMINÉES LE 30 JUIN 2010

Le rapport de gestion du Fonds de revenu Supremex (le « Fonds ») qui suit, daté du 9 août 2010, doit être lu avec les états financiers consolidés vérifiés et les notes y afférentes pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009 et les états financiers consolidés non vérifiés et les notes y afférentes pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 juin 2010. Les états financiers du Fonds sont préparés selon les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada. L'exercice du Fonds se termine le 31 décembre. La monnaie fonctionnelle du Fonds est le dollar canadien. Les montants par part sont calculés à l'aide du nombre moyen pondéré de parts en circulation pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 juin 2010. Les états financiers consolidés pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 juin 2010 n'ont pas fait l'objet ni d'une vérification ni d'une mission d'examen par les vérificateurs du Fonds.

Le présent rapport contient des énoncés prospectifs. Se reporter à la rubrique « Énoncés prospectifs » pour en savoir davantage sur les risques, les incertitudes et les hypothèses relatifs à ces énoncés. Ce rapport renvoie également à certaines mesures non conformes aux PCGR pour aider à évaluer le rendement financier du Fonds. Les mesures non conformes aux PCGR n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR; il est donc peu probable qu'elles soient comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Se reporter aux rubriques « Définition du BAIIA, de l'encaisse distribuable et des mesures non conformes aux PCGR » et « Principales informations financières consolidées » pour le rapprochement du BAIIA et du bénéfice net.

Le Fonds

Le Fonds est une fiducie sans personnalité morale à capital variable établie sous le régime des lois du Québec par une déclaration de fiducie du Fonds en date du 10 février 2006, dans sa version modifiée et mise à jour en date du 31 mars 2006. Le Fonds a été établi en vue d'acquérir et de détenir les actions ordinaires de Supremex Inc. (« Supremex »).

Les parts du Fonds sont transigées à la Bourse de Toronto sous le symbole SXP.UN. Des renseignements additionnels relatifs au Fonds se trouvent sur le site www.sedar.com.

Survol du Fonds

Supremex est le plus grand fabricant et distributeur au Canada d'une vaste gamme d'enveloppes génériques et personnalisées et de produits connexes. Seul fabricant national d'enveloppes au Canada, Supremex compte 10 installations manufacturières situées dans sept provinces et environ 650 employés. Cette présence nationale lui permet de fabriquer des produits qui répondent aux exigences de grands clients nationaux, comme des sociétés canadiennes importantes, des revendeurs nationaux et des organismes publics, de même que des marchands de papier et des fournisseurs de processus et de solutions.

Supremex occupe la plus large part du marché canadien de la fabrication d'enveloppes. Supremex doit cette part de marché dominante à sa capacité inégalée de faire concurrence aux autres entreprises de son secteur tant à l'échelle locale que nationale partout au Canada.

Rendement global

Le BAIIA avant les frais de restructuration pour le second trimestre de 2010 a été de 7,3 millions de dollars comparativement au BAIIA avant les frais de restructuration de 9,1 millions de dollars enregistré au second trimestre de 2009. La marge sur le BAIIA avant les frais de restructuration a été de 20,8 % comparativement à 22,0 % durant le second trimestre de 2009. La marge sur le BAIIA moins élevée s'explique par la réduction du prix de vente moyen durant le deuxième trimestre comparativement à l'année dernière et à l'impact de la réduction de volume. La réduction du coût des matières premières causée par le renforcement du dollar canadien comparativement à son niveau du deuxième trimestre de 2009 contrebalance une partie de l'impact de la réduction du coût de vente moyen.

Au cours du deuxième trimestre de 2010, des frais de restructuration de 1,3 million de dollars ont été comptabilisés en lien avec la fermeture de l'usine de Markham annoncée antérieurement. De plus, des dépréciations de montants de 1,4 million de dollars du bâtiment de Markham et de 0,5 million de dollars sur certains équipements de fabrication ont également été comptabilisées en lien avec la restructuration des opérations de Toronto. Le plan de restructuration devrait être complété à la fin du troisième trimestre et les économies annuelles en découlant sont estimées à 1,5 million de dollars.

Les produits d'exploitation du deuxième trimestre se sont élevés à 35,2 millions de dollars comparativement à 41,2 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2009, représentant une baisse de 6,0 millions de dollars ou 14,5 %. De ce montant de 6,0 millions de dollars de baisse des ventes, on peut attribuer 2,2 millions de dollars à la variation du taux de change. La réduction du volume a été de 10 % durant le second trimestre. La diminution du volume de ventes, en provenance tant du marché canadien que du marché américain, est constatée dans la plupart des secteurs d'activités à cause de la reprise lente de l'industrie de l'enveloppe.

L'encaisse distribuable a été de 4,9 millions de dollars comparativement 7,7 millions de dollars pour le second trimestre de 2009. Le Fonds a réduit sa dette de 5,4 millions de dollars durant le deuxième trimestre et de 10,0 millions de dollars depuis le début de l'année, établissant ainsi le ratio dette/BAIIA à 2,18 à la fin du trimestre, en ligne avec notre objectif de le réduire à 2 fois avant la fin de 2010.

Encaisse distribuable

La direction estime que l'encaisse distribuable est une mesure de rendement supplémentaire utile, puisqu'elle donne aux investisseurs une indication du montant des flux de trésorerie disponibles à des fins de distribution aux porteurs de parts. Les investisseurs sont néanmoins priés de noter que l'encaisse distribuable ne doit pas être interprétée comme pouvant remplacer le bénéfice net, en tant que mesure de la rentabilité, ou l'état des flux de trésorerie. L'encaisse distribuable calculée trimestriellement peut ne pas refléter l'encaisse distribuable à laquelle on pourrait s'attendre pour un exercice complet. L'encaisse distribuable ne constitue pas une mesure de rendement selon les PCGR et peut ne pas être comparable à une mesure similaire présentée par d'autres émetteurs.

Détermination de l'encaisse distribuable

(en milliers de dollars, à l'exception des montants par part)

	Périodes de trois mois terminées le 30 juin		Périodes de six mois terminées le 30 juin	
	2010	2009	2010	2009
	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie d'exploitation	6 702	7 179	13 553	13 156
<i>Ajustement relié aux dépenses d'investissement</i>				
Investissements en capital ⁽¹⁾	(275)	31	(480)	55
<i>Autres ajustements</i>				
Variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement ⁽²⁾	(1 448)	524	228	3 223
Variation des obligations au titre des avantages complémentaires de retraite et des actifs au titre des prestations de retraite constituées	(89)	(7)	220	(40)
Encaisse distribuable⁽³⁾	4 890	7 727	13 521	16 394
Distribution déclarée	879	4 395	1 758	8 789
Nombre moyen pondéré de parts en circulation	29 298	29 298	29 298	29 298
Encaisse distribuable par part	0,1669	0,2637	0,4615	0,5596
Distribution par part	0,0300	0,1500	0,0600	0,3000
Ratio de distribution	18,0 %	56,9 %	13,0 %	53,6 %

- 1) Les investissements en capital font référence aux investissements en capital de maintien, déduction faite du produit à la cession des immobilisations remplacées.

	Périodes de trois mois terminées le 30 juin		Périodes de six mois terminées le 30 juin	
	2010	2009	2010	2009
	\$	\$	\$	\$
Investissements en capital de maintien	317	282	536	326
Produit à la cession d'immobilisations	(42)	(313)	(56)	(381)
Investissements en capital	275	(31)	480	(55)

- 2) L'encaisse distribuable exclut la variation des soldes hors caisse du fonds de roulement étant donné que ces fluctuations des éléments du fonds de roulement sont souvent temporaires de par leur nature et, si nécessaire, peuvent être financées à même la facilité de crédit d'exploitation renouvelable du Fonds.
- 3) Se reporter à la rubrique « Définition de BAIIA, de l'encaisse distribuable et des mesures non conformes aux PCGR ».

Le Fonds a généré une encaisse distribuable de 4,9 millions de dollars ou 0,1669 \$ par part et de 13,5 millions de dollars ou 0,4615 \$ par part pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 juin 2010 comparativement à 7,7 millions de dollars ou 0,2637 \$ par part et de 16,4 millions de dollars ou 0,5596 \$ par part pour les périodes correspondantes de 2009. L'encaisse distribuable avant les frais de restructuration a été de 6,1 millions de dollars ou 0,2094 \$ par part et de 14,8 millions de dollars ou 0,5040 \$ par part pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 juin 2010. Plus de détails concernant les flux de trésorerie d'exploitation sont disponibles à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement ».

Le Fonds a déclaré des distributions de 0,9 million de dollars ou 0,0300 \$ par part et de 1,8 million de dollars ou 0,0600 \$ par part pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 juin 2010, lesquelles ont été financées par l'encaisse distribuable générée au cours de la période, comparativement à 4,4 millions de dollars ou 0,1500 \$ par part et 8,8 millions de dollars ou 0,3000 \$ par part pour les périodes comparables de 2009.

Pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 juin 2010, l'encaisse distribuable excède les distributions réelles de 4,0 millions de dollars et 11,8 millions de dollars. Ainsi, le ratio de distribution du Fonds, défini comme les distributions déclarées en pourcentage de l'encaisse distribuable, s'est établi à 18,0 % et à 13,0 % pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 juin 2010. Depuis la création du Fonds, le ratio de distribution est de 76,3 %.

Distributions

Le Fonds effectue des distributions mensuelles aux porteurs de parts inscrits le dernier jour ouvrable de chaque mois. Les distributions sont payables le ou vers le 15^e jour du mois suivant. Le taux des distributions est de 0,01 \$ la part par mois depuis le début de 2010. Les distributions pour la période du 1^{er} janvier 2010 au 30 juin 2010 sont comme suit :

Période	Date de clôture des registres	Date de paiement	Par part \$	Distribution \$
Janvier 2010	31 janvier 2010	15 février 2010	0,01	292 978
Février 2010	28 février 2010	15 mars 2010	0,01	292 978
Mars 2010	31 mars 2010	15 avril 2010	0,01	292 978
Avril 2010	30 avril 2010	17 mai 2010	0,01	292 978
Mai 2010	31 mai 2010	15 juin 2010	0,01	292 978
Juin 2010	30 juin 2010	15 juillet 2010	0,01	292 978
Total			0,06	1 757 868

La distribution de juin au montant de 292 978 \$ a été déclarée et comptabilisée en juin 2010 et payée aux porteurs de parts le 15 juillet 2010. On prévoit que la répartition des impôts sur les distributions de 2010 sera 100 % applicable au rendement du capital investi; elles seront donc considérées comme un revenu pour les porteurs de parts.

Source de financement

Ces distributions aux porteurs de parts proviennent des flux de trésorerie d'exploitation, des soldes de trésorerie existants et des équivalents de trésorerie.

(en milliers de dollars)

	Période de trois mois terminée le 30 juin 2010 \$	Période de six mois terminée le 30 juin 2010 \$	Depuis la création du Fonds \$
Encaisse distribuable	4 890	13 521	151 790
Flux de trésorerie d'exploitation	6 702	13 553	173 083
Bénéfice net (perte nette)	192	3 347	(98 345)
Distributions réelles payées ou payables durant la période	879	1 758	115 885
Surplus de l'encaisse distribuable sur les distributions	4 011	11 763	35 905
Surplus des flux de trésorerie d'exploitation sur les distributions	5 823	11 795	57 198
Surplus (insuffisance) du résultat net par rapport aux distributions	(687)	1 589	(214 230)

L'insuffisance du résultat net par rapport aux distributions depuis la création du Fonds est attribuable à la dépréciation de l'écart d'acquisition enregistrée en 2009 et 2008 et aux différents amortissements comptabilisés n'ayant aucune incidence sur les flux de trésorerie générés.

Sommaire des résultats trimestriels

Les produits d'exploitation de Supremex sont soumis aux variations saisonnières de ses clients en matière de publicité et d'envoi de courrier. Le nombre de produits vendus par Supremex est généralement plus élevé au cours de l'automne et de l'hiver en raison, principalement, du nombre accru d'envois postaux liés à des événements tels que la rentrée scolaire, les collectes de fonds, la période des Fêtes et celle des déclarations d'impôt. Le nombre de produits vendus par Supremex est en revanche généralement plus faible au cours du printemps et de l'été en prévision d'un ralentissement des envois de courrier des entreprises durant l'été. Par conséquent, les produits d'exploitation et le rendement financier de Supremex pour un trimestre donné ne sont pas nécessairement représentatifs des produits d'exploitation et du rendement financier qui peuvent être prévus pour l'exercice complet. Pour que la production demeure efficace, Supremex utilise toutefois la superficie d'entreposage de manière à garder un niveau de stock permettant de répondre aux variations saisonnières prévisibles des volumes de vente d'enveloppes.

Le tableau suivant présente un sommaire des résultats d'exploitation trimestriels du Fonds pour les périodes du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2010.

(en milliers de dollars, à l'exception des montants par part)

	30 juin 2010	31 mars 2010	31 déc. 2009	30 sept. 2009	30 juin 2009	31 mars 2009	31 déc. 2008	30 sept. 2008
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits	35 231	41 241	41 560	37 567	41 172	45 933	48 453	42 935
BAIIA ⁽¹⁾	6 069	9 961	10 503	8 389	9 032	10 017	10 563	10 842
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	197	4 664	(39 143)	3 047	3 407	4 638	(143 576)	5 359
Bénéfice (perte) net(te)	192	3 155	(37 771)	3 072	3 345	4 207	(140 352)	5 762
Résultat net par part	0,0066	0,1077	(1,2892)	0,1048	0,1142	0,1436	(4,7890)	0,1966

Notes

1) Voir la rubrique « Définition du BAIIA, de l'encaisse distribuable et des mesures non conformes aux PCGR ». Le BAIIA n'est pas une mesure conforme aux PCGR et n'a pas de signification normalisée prescrite par les PCGR. Par conséquent, le BAIIA peut ne pas être comparable à des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs.

La période du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2010 inclut les résultats d'exploitation d'Enveloppe Montréal Inc. (« Montréal ») pour la période du 16 septembre 2008 au 30 juin 2010.

En ne tenant pas compte des variations saisonnières, les produits d'exploitation ont diminué au cours des huit derniers trimestres principalement à cause de la baisse du volume vendu au Canada et aux États-Unis par suite du marché de l'enveloppe à la baisse ainsi que de la fluctuation du dollar canadien. Les pertes du quatrième trimestre de 2009 et 2008 sont attribuables à la dépréciation de l'écart d'acquisition. La baisse du bénéfice avant impôts sur les bénéfices et du bénéfice net de la période de trois mois terminée le 30 juin 2010 sont attribuables aux frais de restructuration et à l'amortissement additionnel enregistré suite à l'annonce de la restructuration des opérations de Toronto.

Principales informations financières consolidées

(en milliers de dollars, à l'exception des montants par part)

	Périodes de trois mois terminées le 30 juin		Périodes de six mois terminées le 30 juin	
	2010	2009	2010	2009
	\$	\$	\$	\$
Produits	35 232	41 172	76 473	87 106
Coût des ventes, frais de vente et d'administration	27 913	32 093	59 197	67 971
Frais de restructuration ⁽¹⁾	1 250	47	1 246	86
BAIIA ⁽²⁾	6 069	9 032	16 030	19 049
Amortissement des immobilisations corporelles	3 020	1 161	4 176	2 352
Amortissement des actifs incorporels	1 541	1 541	3 082	3 082
Amortissement de la rémunération différée	—	1 344	1 261	2 638
Perte à la cession d'immobilisations corporelles	182	195	194	124
Frais de financement nets	1 129	1 385	2 456	2 809
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	197	3 406	4 861	8 044
Provision d'impôts sur les bénéfices	5	62	1 513	493
Bénéfice net	192	3 344	3 348	7 551
Résultat net de base par part	0,0066	0,1142	0,1143	0,2578
Distribution déclarée par part	0,0300	0,1500	0,0600	0,3000
Total de l'actif	185 801	248 179	185 801	248 179
Facilités de crédit garanties	82 194	102 893	82 194	102 893

- 1) Les frais de restructuration ont été principalement engagés dans le cadre d'un plan de restructuration et d'initiatives d'améliorations afin de réduire les coûts d'opération du Fonds en particulier la fermeture de l'usine de Markham.
- 2) Se reporter à la rubrique « Définition du BAIIA, de l'encaisse distribuable et des mesures non conformes aux PCGR ».

Résultats d'exploitation

Trimestre terminé le 30 juin 2010 par rapport au trimestre terminé le 30 juin 2009

Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation pour le trimestre terminé le 30 juin 2010 se sont établis à 35,2 millions de dollars comparativement à 41,2 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2009, ce qui représente une diminution de 6,0 millions de dollars ou 14,5 %. La diminution des produits d'exploitation est principalement due à la baisse des ventes au Canada.

Les produits d'exploitation tirés des ventes au Canada ont diminué de 4,8 millions de dollars ou 12,7 %, passant de 37,9 millions de dollars à 33,1 millions de dollars, tandis que les produits tirés des ventes aux États-Unis ont diminué de 1,2 million de dollars ou 36,4 %, passant de 3,3 millions de dollars à 2,1 millions de dollars.

La diminution des produits d'exploitation tirés des ventes au Canada découle d'une baisse de 7,8 % des unités vendues et d'une diminution de 5,2 % du prix de vente moyen. La baisse du nombre d'unités vendues est constatée dans la plupart des secteurs d'activités à cause de la faiblesse de l'industrie de l'enveloppe. La diminution du prix de vente moyen résulte de la baisse du coût des matières premières, qui a été transférée en partie aux clients. Cette baisse résulte de la force du dollar canadien, durant le second trimestre de 2010, qui a augmenté de 11,9 % par rapport au dollar américain.

La diminution des produits d'exploitation tirés des ventes aux États-Unis découle d'une baisse de 27,9 % du nombre d'unités vendues causée par la perte d'un client important et d'une diminution de 9,9 % du prix de vente moyen, en tenant compte du renforcement du dollar canadien.

Coût des ventes, frais de vente et d'administration

Le coût des ventes et les frais de vente et d'administration pour le trimestre terminé le 30 juin 2010 se sont établis à 27,9 millions de dollars comparativement à 32,1 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2009, ce qui représente une diminution de 4,2 millions de dollars ou 13,1 %.

Le coût des ventes pour le trimestre terminé le 30 juin 2010 s'est établi à 24,0 millions de dollars comparativement à 28,1 millions de dollars pour la même période en 2009, ce qui représente une diminution de 4,1 millions de dollars ou 14,6 %. L'impact du renforcement du dollar canadien combiné à la diminution du nombre d'unités vendues et la baisse des coûts de main-d'œuvre expliquent la diminution du coût des ventes.

La marge brute (produits d'exploitation diminués du coût des ventes, à l'exception de l'amortissement des immobilisations corporelles) s'est établie à 11,3 millions de dollars pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2010 comparativement à 13,1 millions de dollars pour la même période en 2009, ce qui représente une diminution de 1,8 million de dollars ou 13,7 %. En pourcentage des ventes, la marge brute a augmenté de 0,3 % en 2010 comparativement à 2009.

Les frais de vente et d'administration pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2010 sont demeurés stables à 4,0 millions de dollars.

Frais de restructuration

Les frais de restructuration sont principalement liés à la restructuration et aux initiatives d'améliorations engagés afin de réduire les coûts d'opération du Fonds. Il a été décidé de fermer l'usine de Markham et de déménager la production qui y était faite dans les 2 autres usines situées à Mississauga et Etobicoke.

BAIIA

En raison des changements susmentionnés, le BAIIA pour le trimestre terminé le 30 juin 2010 s'est élevé à 6,1 millions de dollars par rapport à 9,0 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2009, ce qui représente une diminution de 2,9 millions de dollars ou 32,2 %.

Amortissement

La dotation aux amortissements pour le trimestre terminé le 30 juin 2010 a totalisé 4,6 millions de dollars comparativement à 4,0 millions de dollars pour la période comparable de 2009, ce qui représente une augmentation de 0,6 million de dollars ou 15,0 %. Cette augmentation est attribuable aux dévaluations de 1,4 million de dollars enregistrées sur le bâtiment de Markham ainsi que de 0,5 million de dollars sur certains équipements de fabrication, reliées à la restructuration des opérations de Toronto. Cette augmentation a été contrebalancée par un montant de 1,3 million de dollars représentant l'amortissement de la rémunération différée enregistré en 2009; la rémunération différée ayant été totalement amortie au cours du premier trimestre de 2010, aucune charge équivalente n'a été enregistrée au cours du deuxième trimestre de 2010.

Frais de financement nets

Les frais de financement nets se sont élevés à 1,1 million de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2010 comparativement à 1,4 million de dollars pour la période comparable de 2009, ce qui représente une diminution de 0,3 million de dollars ou 21,4 %, principalement attribuable au remboursement des facilités de crédit et à la baisse des taux d'intérêt.

Bénéfice avant impôts sur les bénéfices

En raison des changements susmentionnés, le bénéfice avant impôts sur les bénéfices s'est élevé à 0,2 million de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2010 comparativement à 3,4 millions de dollars pour la période comparable de 2009, représentant une diminution de 3,2 millions de dollars ou 94,1 %.

Provision d'impôts sur les bénéfices

Au cours du trimestre terminé le 30 juin 2010, le Fonds a enregistré une provision d'impôts sur les bénéfices non significative. La provision d'impôts sur les bénéfices tient compte, en plus de la charge d'impôts de 0,1 million de dollars au taux prévu par la loi, d'un montant de 0,2 million de dollars relatif à l'incidence de la variation des taux d'imposition en vigueur contrebalancée par un montant de 0,3 million de dollars découlant de l'incidence des intérêts payés au Fonds par Supremex.

Bénéfice net

En raison des changements susmentionnés, le bénéfice net pour le trimestre terminé le 30 juin 2010 s'est établi à 0,2 million de dollars comparativement à 3,3 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2009, ce qui représente une diminution de 3,1 millions de dollars ou 93,9 %.

Période de six mois terminée le 30 juin 2010 par rapport à la période de six mois terminée le 30 juin 2009

Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation pour la période de six mois terminée le 30 juin 2010 se sont établis à 76,5 millions de dollars comparativement à 87,1 millions de dollars pour la période de six mois terminée le 30 juin 2009, ce qui représente une diminution de 10,6 millions de dollars ou 12,2 %. La diminution des produits d'exploitation est principalement due à la baisse des ventes au Canada.

Les produits d'exploitation tirés des ventes au Canada ont diminué de 8,7 millions de dollars ou 10,8 %, passant de 80,3 millions de dollars à 71,6 millions de dollars, tandis que les produits tirés des ventes aux États-Unis ont diminué de 1,9 million de dollars ou 27,9 %, passant de 6,8 millions de dollars à 4,9 millions de dollars.

La diminution des produits d'exploitation tirés des ventes au Canada découle d'une baisse de 6,4 % des unités vendues et d'une diminution de 4,8 % du prix de vente moyen. La baisse du nombre d'unités vendues est constatée dans la plupart des secteurs d'activités à cause de la faiblesse de l'industrie de l'enveloppe. La diminution du prix de vente moyen résulte de la baisse du coût des matières premières, qui a été transférée en partie aux clients. Cette baisse résulte de la force du dollar canadien, depuis le début de l'année, qui a augmenté de 14,2 % par rapport au dollar américain.

La diminution des produits d'exploitation tirés des ventes aux États-Unis découle d'une baisse de 15,2 % du nombre d'unités vendues et d'une diminution de 15,1 % du prix de vente moyen, en tenant compte du renforcement du dollar canadien.

Coût des ventes, frais de vente et d'administration

Le coût des ventes et les frais de vente et d'administration pour la période de six mois terminée le 30 juin 2010 se sont établis à 59,2 millions de dollars comparativement à 68,0 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2009, ce qui représente une diminution de 8,8 millions de dollars ou 12,9 %.

Le coût des ventes pour la période de six mois terminée le 30 juin 2010 s'est établi à 50,6 millions de dollars comparativement à 59,3 millions de dollars pour la même période en 2009, ce qui représente une diminution de 8,7 millions de dollars ou 14,7 %. L'impact du renforcement du dollar canadien combiné à la diminution du nombre d'unités vendues et la baisse des coûts de main-d'œuvre expliquent la diminution du coût des ventes.

La marge brute (produits d'exploitation diminués du coût des ventes, à l'exception de l'amortissement des immobilisations corporelles) s'est établie à 25,9 millions de dollars pour la période de six mois terminée le 30 juin 2010 comparativement à 27,8 millions de dollars pour la même période en 2009, ce qui représente une diminution de 1,9 million de dollars ou 6,8 %. En pourcentage des ventes, la marge brute a augmenté de 2,0 % en 2010 comparativement à 2009.

Les frais de vente et d'administration se sont établis à 8,6 millions de dollars pour la période de six mois terminée le 30 juin 2010 comparativement à 8,7 millions de dollars pour la même période en 2009, ce qui représente une diminution de 0,1 million de dollars ou 1,1 %.

Frais de restructuration

Les frais de restructuration sont principalement liés à la restructuration et aux initiatives d'améliorations engagés afin de réduire les coûts d'opération du Fonds. Il a été décidé de fermer l'usine de Markham et de déménager la production qui y était faite dans les 2 autres usines situées à Mississauga et Etobicoke.

BAIIA

En raison des changements susmentionnés, le BAIIA pour la période de six mois terminée le 30 juin 2010 s'est élevé à 16,0 millions de dollars comparativement à 19,0 millions de dollars pour la période de six mois terminée le 30 juin 2009, ce qui représente une diminution de 3,0 millions de dollars ou 15,8 %.

Amortissement

La dotation aux amortissements pour la période de six mois terminée le 30 juin 2010 a totalisé 8,5 millions de dollars comparativement à 8,1 millions de dollars pour la période comparable de 2009, ce qui représente une augmentation de 0,4 million de dollars ou 4,9 %. Cette augmentation est attribuable aux dévaluations de 1,4 million de dollars enregistrées sur le bâtiment de Markham ainsi que de 0,5 million de dollars sur certains équipements de fabrication, reliées à la restructuration des opérations de Toronto. Cette augmentation a été contrebalancée par un montant de 1,3 million de dollars représentant l'amortissement de la rémunération différée pour un trimestre puisque celle-ci est complètement amortie depuis le 31 mars 2010.

Frais de financement nets

Les frais de financement nets se sont élevés à 2,5 millions de dollars pour la période de six mois terminée le 30 juin 2010 comparativement à 2,8 millions de dollars pour la période comparable de 2009, ce qui représente une diminution de 0,3 million de dollars ou 10,7 %, principalement attribuable au remboursement des facilités de crédit et à la baisse des taux d'intérêt.

Bénéfice avant impôts sur les bénéfices

En raison des changements susmentionnés, le bénéfice avant impôts sur les bénéfices s'est élevé à 4,9 millions de dollars pour la période de six mois terminée le 30 juin 2010 comparativement à 8,0 millions de dollars pour la période comparable de 2009, représentant une diminution de 3,1 millions de dollars ou 38,8 %.

Provision d'impôts sur les bénéfices

Au cours de la période de six mois terminée le 30 juin 2010, le Fonds a enregistré une provision d'impôts sur les bénéfices de 1,5 million de dollars. La provision d'impôts sur les bénéfices tient compte, en plus de la charge d'impôts de 1,5 million de dollars au taux prévu par la loi, d'un montant de 0,7 million de dollars relatif à l'amortissement non déductible de la rémunération différée et aux charges non déductibles contrebalancée par un montant de 0,7 million de dollars découlant de l'incidence des intérêts payés au Fonds par Supremex.

Bénéfice net

En raison des changements susmentionnés, le bénéfice net pour la période de six mois terminée le 30 juin 2010 s'est établi à 3,3 millions de dollars comparativement à 7,6 millions de dollars pour la période de six mois terminée le 30 juin 2009, ce qui représente une diminution de 4,3 millions de dollars ou 56,6 %.

Information sectorielle

Le Fonds exerce ses activités dans un seul secteur d'exploitation, soit la fabrication et la vente d'enveloppes. Au 30 juin 2010, les actifs nets du Fonds totalisaient 75,0 millions de dollars au Canada et 1,2 million de dollars aux États-Unis.

Au Canada, les produits d'exploitation du Fonds se sont élevés à 33,1 millions de dollars et à 71,6 millions de dollars pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 juin 2010 comparativement à 37,9 millions de dollars et à 80,3 millions de dollars pour les périodes comparables de 2009, représentant une diminution de 4,8 millions de dollars ou 12,7 % et de 8,7 millions de dollars ou 10,8 %. Aux États-Unis, les produits d'exploitation du Fonds se sont élevés à 2,1 millions de dollars et à 4,9 millions de dollars pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 juin 2010 comparativement à 3,3 millions de dollars et à 6,8 millions de dollars pour les périodes comparables de 2009, représentant une baisse de 1,2 million de dollars ou 36,4 % et de 1,9 million de dollars ou 27,9 %.

Situation de trésorerie et sources de financement

Les rentrées de fonds liées aux activités d'exploitation se sont établies à 13,6 millions de dollars pour la période de six mois terminée le 30 juin 2010, notamment en raison du bénéfice généré au cours de la période, des éléments sans incidence sur la trésorerie, y compris les divers amortissements et la charge d'impôts futurs.

Les sorties de fonds liées aux activités d'investissement se sont établies à 0,5 million de dollars pour la période de six mois terminée le 30 juin 2010 et sont attribuables à l'acquisition nette d'immobilisations corporelles.

Les sorties de fonds liées aux activités de financement se sont établies à 13,0 millions de dollars pour la période de six mois terminée le 30 juin 2010, en raison surtout de la distribution payée sur les parts et des sommes remboursées sur les facilités de crédit renouvelables et à terme.

La réduction des distributions permettra au Fonds de réduire sa dette au cours des prochains exercices. Le Fonds a des pertes fiscales pouvant être utilisées pour réduire les impôts sur les bénéfices qui seraient autrement payables.

Arrangements hors bilan

Les engagements en vertu de contrats de location-exploitation sont divulgués dans les états financiers consolidés vérifiés du Fonds au 31 décembre 2009 et n'ont pas changé significativement depuis cette date.

Faits saillants de la situation financière

(en milliers de dollars, à l'exception des ratios)

	30 juin 2010	31 décembre 2009
	\$	\$
Fonds de roulement	9 953	11 015
Total de l'actif	185 801	199 588
Total des facilités de crédit garanties	82 194	91 879
Capitaux propres	79 196	73 346

Le Fonds respectait toutes les clauses restrictives de ses facilités de crédit au 30 juin 2010.

Structure du capital

Au 9 août 2010, 29 297 767 parts étaient émises par le Fonds.

Les parts émises en date du 31 mars 2006, dans le cadre du premier appel public à l'épargne incluaient 2 364 228 parts évaluées à 23 642 280 \$ émises à des employés pour une contrepartie au comptant de 23 642 \$ afin de modifier le régime d'intéressement alors existant de la direction. Comme les droits rattachés à ces parts ont été acquis sur une période de quatre ans, la valeur non amortie de ces parts était constatée comme une rémunération différée et était comptabilisée à titre de charge de rémunération sur la durée d'acquisition des droits qui y étaient rattachés. Les employés avaient droit aux distributions sur ces parts. Chaque part confère à son porteur le droit à une quote-part égale de toutes les attributions et distributions du Fonds, ainsi qu'à un vote à toutes les assemblées des porteurs de parts.

Nouvelles normes comptables

Normes internationales d'information financière

En février 2008, l'ICCA a annoncé que les sociétés ouvertes canadiennes adopteront les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB ») à compter du 1^{er} janvier 2011. À la suite de cette annonce, le Fonds a élaboré un plan de travail dont les phases, les activités, les échéances et l'état d'avancement sont résumés ci-après :

Phase I : Analyse préliminaire et diagnostic

Activités : Identification des normes IFRS qui entraîneront des changements au niveau de la comptabilisation des états financiers consolidés et des informations à fournir.

Le Fonds a relevé la liste suivante des positions officielles liées aux Normes comptable internationales (« IAS ») qui diffèrent des PCGR du Canada et qui pourraient avoir une incidence sur les états financiers consolidés du Fonds.

- Première adoption des Normes internationales d'information financière : IFRS 1
- Regroupements d'entreprises : IFRS 3
- Présentation des états financiers : IAS 1
- Impôts sur le résultat : IAS 12
- Immobilisations corporelles : IAS 16
- Contrats de location : IAS 17
- Avantages du personnel : IAS 19
- Dépréciation d'actifs : IAS 36
- Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels : IAS 37

Échéance : Troisième trimestre de 2009

Avancement : Terminé

Phase 2 : Analyse des normes

Activités : Analyse des différences entre les PCGR et les IFRS.
Choix des conventions comptables que le Fonds appliquera de façon continue.
Choix par le Fonds des exemptions permises par l'IFRS 1 à la date de transition.
Calcul des impacts quantitatifs sur les états financiers consolidés.
Analyse des informations à fournir.
Préparation d'un projet d'états financiers consolidés et de notes.
Identification des impacts collatéraux dans les domaines suivants :

- Technologies de l'information;
- Contrôle interne à l'égard de l'information financière;
- Contrôles et procédures de communication de l'information;
- Contrats;
- Rémunération;
- Fiscalité;
- Formation.

Échéance : Troisième trimestre de 2010

Avancement : À la fin du deuxième trimestre de 2010, nous avons analysé les normes et interprétations IFRS qui pourraient avoir un impact sur le Fonds. L'analyse quantitative sera finalisée au moment où les données requises seront disponibles, en particulier celles qui concernent les avantages du personnel.

Phase 3 : Mise en application

Activités : Préparation du bilan d'ouverture à la date de transition.
Compilation des données financières comparatives.
Élaboration des états financiers consolidés intermédiaires et des informations à fournir.
Élaboration des états financiers consolidés annuels et des informations à fournir.
Mise en application des modifications relatives aux impacts collatéraux.

Échéance : À la fin l'exercice 2010, le bilan d'ouverture, les données financières comparatives selon les IFRS et les modifications relatives aux impacts collatéraux seront complétés.

Au cours de l'exercice 2011, nous présenterons nos états financiers consolidés intermédiaires et annuels ainsi que les informations à fournir selon les IFRS.

Avancement : Travaux préliminaires effectués.

Le Fonds a terminé la phase Analyse préliminaire et diagnostic ainsi que la phase Analyse des normes et continue le développement et l'exécution de ses stratégies de mise en œuvre du projet.

Nous avons fait des choix à l'égard de certaines exemptions à l'application rétrospective offerts par l'IFRS 1 à la date de transition. Les exemptions susceptibles d'avoir un impact matériel, considérées par le Fonds, sont les suivantes :

Exemption	Application de l'exemption
Regroupement d'entreprises	Le Fonds prévoit appliquer l'exemption de ne pas redresser rétrospectivement les acquisitions d'entreprises conclues avant le 1 ^{er} janvier 2010.
Avantages du personnel	Le Fonds prévoit appliquer l'exemption permettant de comptabiliser tous les écarts actuariels cumulés liés à ses régimes de retraite à prestations déterminées dans les bénéfices non répartis d'ouverture à la date de transition aux IFRS.

La direction quantifie présentement l'incidence prévue des écarts importants entre les normes comptables IFRS et le traitement comptable actuel selon les PCGR du Canada. Des écarts au niveau de la constatation, de la mesure, de la présentation et de la divulgation de l'information financière sont prévus pour les sujets importants suivants :

Sujets importants	Différences pouvant avoir un impact potentiel pour le Fonds
Présentation des états financiers	<ul style="list-style-type: none"> • Divulgations additionnelles aux notes aux états financiers.
Regroupements d'entreprises	<ul style="list-style-type: none"> • Les frais de transaction liés à l'acquisition et les frais de restructuration sont comptabilisés aux résultats lorsqu'encourus.
Impôts sur les résultats	<ul style="list-style-type: none"> • La constatation et la mesure des actifs et des passifs d'impôts différés peuvent diverger. • Le bilan d'ouverture sera aussi ajusté afin de refléter l'impact des impôts reportés sur les différences des normes IFRS suite à la conversion d'autres normes comptables.
Immobilisations corporelles	<ul style="list-style-type: none"> • Amortissement distinct sur des durées de vie utile différentes pour les composantes importantes liées aux immeubles. • En conséquence, la charge d'amortissement pourrait diverger en IFRS.
Avantages du personnel	<ul style="list-style-type: none"> • Constatation immédiate du coût des services passés, pour lesquels les droits aux prestations sont acquis, dans les bénéfiques non répartis d'ouverture en date de transition, et aux résultats pour les périodes subséquentes. • Subséquemment à la transition aux IFRS, une entité peut constater les gains et les pertes actuarielles aux résultats étendus lorsqu'ils se produisent sans impact à l'état des résultats. • La limite à laquelle un actif au titre des prestations constituées peut être constaté diffère en IFRS et pourrait potentiellement créer un écart important lorsqu'une évaluation actuarielle est effectuée. • Cette modification de convention comptable résultera en la comptabilisation de charges de retraite différentes de celles comptabilisées selon les PCGR canadiens.
Rémunération différée	<ul style="list-style-type: none"> • Une méthode différente d'amortissement pourrait être utilisée pour la rémunération différée. • En conséquence, la charge d'amortissement pourrait diverger en IFRS.
Dépréciation d'actifs	<ul style="list-style-type: none"> • Regroupement des actifs en unités génératrices de trésorerie (UGT) sur la base d'entrées de trésorerie largement indépendantes aux fins des tests de dépréciation, lesquels sont effectués en une seule étape en utilisant la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés. • Le Fonds n'a pas encore finalisé l'évaluation de la dévaluation des actifs lors de la transition.
Provisions et passifs éventuels	<ul style="list-style-type: none"> • Un seuil de probabilité différent est utilisé pour la constatation des passifs éventuels, pouvant affecter le moment auquel une provision est comptabilisée.

Ceci n'est pas une liste exhaustive de tous les impacts importants qui pourraient survenir au cours de la transition vers les IFRS.

Également, le Fonds travaille sur la préparation des états financiers préliminaires en format IFRS tel que requis par IAS 1, *Présentation des États Financiers*, et analyse présentement les implications contractuelles des nouvelles conventions comptables sur les arrangements financiers et autres obligations. Les impacts sur les systèmes d'information et de divulgation, ainsi que sur les contrôles internes sont également étudiés. Le Fonds ne prévoit pas devoir effectuer des changements majeurs lors de la conversion.

Le Fonds suit de près l'évolution des différences importantes entre les PCGR du Canada et les IFRS. Il est prévu que l'IASB continuera à émettre de nouvelles normes comptables au cours de la période de transition. Par conséquent, l'impact final des normes IFRS sur les états financiers consolidés du Fonds ne pourra être mesuré que lorsque toutes les normes IFRS applicables à la date de conversion seront connues.

Le projet de conversion vers les IFRS du Fonds progresse bien. Au fur et à mesure que le projet évolue, le Fonds pourrait réviser ses intentions ou les niveaux de réalisation communiqués en fin de période, en réaction à des changements apportés aux normes internationales présentement en développement, ou à la lumière de facteurs externes pouvant se produire d'ici la transition.

Évènement récent

Au cours de son assemblée annuelle et extraordinaire tenue le 7 mai 2010, les porteurs de parts du Fonds ont approuvé le plan d'arrangement aux termes duquel la structure de fiducie de revenu du Fonds sera convertie en société par actions appelée « *Supremex Inc.* ». L'ordonnance définitive de la Cour supérieure du Québec à l'égard de l'arrangement a été rendue le 10 mai 2010.

Facteurs de risque

Les résultats d'exploitation, les perspectives d'affaires et la situation financière de *Supremex* sont soumis à un certain nombre de risques et d'incertitudes, et subissent l'incidence d'un certain nombre de facteurs qui échappent au contrôle de la direction de *Supremex*. Ces risques sont décrits sous la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle du Fonds 2009 datée du 22 mars 2010 (disponible sur www.sedar.com).

Contrôles de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef de la direction financière du Fonds ont évalué l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information du Fonds utilisés pour les états financiers consolidés et pour le rapport de gestion au 30 juin 2010. Suite à cette évaluation, ils ont conclu que les contrôles et procédures de communication de l'information du Fonds, utilisés pour les états financiers consolidés et pour le rapport de gestion étaient efficaces.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière sont responsables de la conception du contrôle interne à l'égard de l'information financière, ou de la conception sous leur supervision de ce contrôle interne pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis aux fins de la publication de l'information financière conformément aux PCGR canadiens. Aucun changement ayant une incidence importante ou raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante n'est survenu concernant le contrôle interne à l'égard de l'information financière durant la dernière période intermédiaire.

Énoncés prospectifs

Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables, notamment des énoncés concernant les prévisions du BAIIA, le rendement futur de Supremex et des énoncés semblables sur les résultats, les circonstances, le rendement ou les attentes futurs prévus. Un énoncé est prospectif lorsqu'il repose sur les connaissances et attentes actuelles de Supremex pour présenter une prévision quant à l'avenir. Les énoncés prospectifs peuvent contenir des expressions comme prévoir, présumer, croire, devoir, viser, avoir l'intention de, pouvoir, entendre et chercher à, éventuellement employées au futur ou au conditionnel. Ces énoncés sont fondés sur les hypothèses, attentes et estimations actuelles de la direction à propos de la croissance, des résultats d'exploitation, du rendement, des perspectives et occasions futures de l'entreprise, de la conjoncture économique canadienne et de la capacité de l'entreprise d'attirer et de conserver des clients. L'information prospective est fondée sur les estimations, les attentes et les hypothèses actuelles de la direction ainsi que sur l'information disponible de Supremex à la date du présent rapport.

Les énoncés prospectifs sont assujettis à certains risques et incertitudes et ne devraient pas être lus comme étant des garanties de résultats ou de rendements futurs, et les résultats réels pourraient différer de manière importante des conclusions, prévisions ou projections dans ces énoncés prospectifs. Par conséquent, nous ne pouvons garantir que les énoncés prospectifs se concrétiseront. Ces risques, incertitudes et autres facteurs comprennent les suivants : les cycles économiques, les fonds disponibles, le déclin de la consommation d'enveloppes, l'augmentation de la concurrence, la fluctuation des taux de change, l'augmentation du coût des matières premières, les risques de crédit liés aux créances clients, l'augmentation du financement des régimes de retraite, les lacunes des services postaux, la fluctuation des taux d'intérêt et le risque potentiel de litige. Les hypothèses, attentes, estimations, risques et incertitudes sont abordés tout au long du rapport de gestion du 31 décembre 2009, notamment, à la rubrique « Facteurs de risque ». Par conséquent, nous ne pouvons garantir que les énoncés prospectifs se concrétiseront. Les lecteurs ne devraient pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs. Supremex n'a pas l'intention ni l'obligation de mettre à jour ou de réviser ces énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement.

Définition du BAIIA, de l'encaisse distribuable et des mesures non conformes aux PCGR

Le «BAIIA» désigne le bénéfice avant frais de financement nets, impôts sur les bénéfiques, amortissement des immobilisations corporelles, des actifs incorporels et de la rémunération différée, dépréciation de l'écart d'acquisition et perte (gain) à la cession d'immobilisations corporelles.

La direction estime que l'encaisse distribuable est une mesure de rendement de l'exploitation généralement utilisée par les fonds de revenu canadien comme indicateur de leur rendement financier. L'encaisse distribuable est définie comme les flux de trésorerie d'exploitation rajustés pour tenir compte de la variation nette des soldes hors trésorerie du fonds de roulement, de la variation des obligations au titre des avantages complémentaires de retraite, de la variation des actifs au titre des prestations de retraite constituées et des investissements en capital de maintien. L'encaisse distribuable est importante, car elle donne aux investisseurs une indication de l'encaisse disponible à des fins de distribution aux porteurs de parts. Compte tenu que le Fonds distribuera essentiellement toute son encaisse dans le cours normal de ses affaires et que le BAIIA est une mesure utilisée par de nombreux investisseurs afin de comparer des émetteurs pour leur capacité à générer des flux de trésorerie d'exploitation, la direction estime qu'en plus du bénéfice net, le BAIIA est une mesure additionnelle utile à partir de laquelle des rajustements peuvent être faits pour déterminer l'encaisse distribuable.

Le BAIIA et l'encaisse distribuable ne constituent pas des mesures de rendement reconnues selon les PCGR et n'ont pas une signification normalisée prescrite par les PCGR. Par conséquent, le BAIIA et l'encaisse distribuable peuvent ne pas être comparables à des mesures similaires

présentées par d'autres émetteurs. Les investisseurs sont avisés que le BAIIA et l'encaisse distribuable ne doivent pas être considérés comme des mesures de remplacement du bénéfice net établis selon les PCGR comme indicateurs du rendement du Fonds ou des flux de trésorerie d'exploitation, d'investissement et de financement comme mesures de la liquidité et des flux de trésorerie.

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels relatifs au Fonds se trouvent sur le site www.sedar.com.

États financiers consolidés

Fonds de revenu Supremex

Non vérifié

Pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 juin 2010

Tous les montants sont présentés en dollars canadiens

Fonds de revenu Supremex

BILANS CONSOLIDÉS

Au [Non vérifié]	30 juin 2010 \$	31 décembre 2009 \$
ACTIF (note 5)		
Actif à court terme		
Trésorerie	68 424	38 962
Débiteurs	17 506 505	21 092 867
Stocks (note 2)	12 749 049	13 921 726
Charges payées d'avance	1 623 839	1 429 144
Actifs d'impôts futurs	1 143 825	3 635 038
Total de l'actif à court terme	33 091 642	40 117 737
Actifs détenus en vue de la vente (note 8)	6 796 538	—
Immobilisations corporelles, montant net	29 369 687	40 056 241
Actif au titre des prestations de retraite constituées	5 197 000	4 985 800
Actifs incorporels, montant net	35 844 879	38 926 829
Écart d'acquisition	75 501 125	75 501 125
	185 800 871	199 587 732
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	13 696 903	18 534 512
Provision pour frais de restructuration (note 4)	1 648 988	795 018
Distribution à payer (note 7)	292 978	1 464 888
Tranche à court terme des facilités de crédit garanties (note 5)	7 500 000	7 500 000
Tranche à court terme du passif dérivé	—	808 652
Total du passif à court terme	23 138 869	29 103 070
Facilités de crédit garanties (note 5)	74 693 814	84 379 377
Passif d'impôts futurs	10 967 278	11 945 354
Obligation au titre des avantages complémentaires de retraite	805 300	814 300
Capitaux propres		
Parts du Fonds	282 798 322	282 798 322
Surplus d'apport	7 625 424	7 625 424
Rémunération différée	—	(1 260 512)
Déficit	(214 228 136)	(215 817 603)
	76 195 610	73 345 631
	185 800 871	199 587 732

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Au nom des fiduciaires :

Par : (Signé) L.G. Serge Gadbois
Fiduciaire

Par : (Signé) Gilles Cyr
Fiduciaire

Fonds de revenu Supremex

ÉTATS DES RÉSULTATS ET DU DÉFICIT CONSOLIDÉS

[Non vérifié]	Périodes de trois mois terminées le 30 juin		Périodes de six mois terminées le 30 juin	
	2010	2009	2010	2009
	\$	\$	\$	\$
Produits	35 231 457	41 172 375	76 472 529	87 105 681
Coût des ventes, frais de vente et d'administration (note 2)	27 913 450	32 093 448	59 196 901	67 970 725
Bénéfice avant les éléments suivants	7 318 007	9 078 927	17 275 628	19 134 956
Amortissement des immobilisations corporelles (note 8)	3 020 041	1 160 587	4 176 171	2 352 107
Amortissement des actifs incorporels	1 540 975	1 540 975	3 081 950	3 081 950
Amortissement de la rémunération différée	—	1 344 317	1 260 512	2 637 975
Perte à la cession d'immobilisations corporelles	181 308	194 617	193 791	123 806
Frais de financement, montant net (note 5)	1 129 248	1 384 149	2 456 317	2 808 510
Frais de restructuration (note 4)	1 249 829	46 862	1 246 202	85 502
	7 121 401	5 671 507	12 414 943	11 089 850
Bénéfice avant les impôts sur les bénéfices	196 606	3 407 420	4 860 685	8 045 106
Provision d'impôts sur les bénéfices (note 6)	4 636	62 605	1 513 350	493 337
Bénéfice net	191 970	3 344 815	3 347 335	7 551 769
Déficit, au début de la période	(213 541 172)	(171 278 883)	(215 817 603)	(171 091 173)
Distribution déclarée (note 7)	(878 934)	(4 394 664)	(1 757 868)	(8 789 328)
Déficit, à la fin de la période	(214 228 136)	(172 328 732)	(214 228 136)	(172 328 732)
Résultat net de base par part	0,0066	0,1142	0,1143	0,2578
Nombre moyen pondéré de parts en circulation	29 297 767	29 297 767	29 297 767	29 297 767

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Fonds de revenu Supremex

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

[Non vérifié]	Périodes de trois mois terminées le 30 juin		Périodes de six mois terminées le 30 juin	
	2010	2009	2010	2009
	\$	\$	\$	\$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Bénéfice net	191 970	3 344 815	3 347 335	7 551 769
Éléments sans effet sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie				
Amortissement des immobilisations corporelles	3 020 041	1 160 587	4 176 171	2 352 107
Amortissement des actifs incorporels	1 540 975	1 540 975	3 081 950	3 081 950
Amortissement de la rémunération différée	—	1 344 317	1 260 512	2 637 975
Amortissement des frais de financement reportés	226 630	49 712	428 098	99 423
Perte à la cession d'immobilisations corporelles	181 308	194 617	193 791	123 806
Charge d'impôts futurs	4 423	61 496	1 513 137	492 228
Variation de l'obligation au titre des avantages complémentaires de retraite	(4 500)	(4 500)	(9 000)	(9 000)
Variation de l'actif au titre des prestations de retraite constituées	93 000	11 000	(211 200)	48 900
Variation nette des soldes hors trésorerie du fonds de roulement	1 448 223	(524 301)	(227 947)	(3 223 424)
Flux de trésorerie d'exploitation	6 702 070	7 178 718	13 552 847	13 155 734
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Acquisition d'entreprises déduction faite de la trésorerie acquise	—	—	—	84 306
Acquisition d'immobilisations corporelles	(317 311)	(281 575)	(536 328)	(325 760)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	42 105	312 712	56 382	381 410
Flux de trésorerie d'investissement	(275 206)	31 137	(479 946)	139 956
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Facilité de crédit renouvelable	(3 540 791)	(3 958 679)	(6 236 350)	(7 958 679)
Facilité de crédit à terme	(1 875 000)	—	(3 750 000)	—
Distributions payées sur les parts du Fonds	(878 934)	(4 394 664)	(2 929 778)	(10 131 166)
Frais de financement engagés	(94 546)	—	(127 311)	—
Flux de trésorerie de financement	(6 389 271)	(8 353 343)	(13 043 439)	(18 089 845)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie				
	37 593	(1 143 488)	29 462	(4 794 155)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	30 831	1 339 108	38 962	4 989 775
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	68 424	195 620	68 424	195 620
Informations additionnelles				
Intérêts payés	1 904 031	1 233 131	3 207 545	2 355 248
Impôts sur les bénéfices payés	932	—	5 809	2 057

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Fonds de revenu Supremex

ÉTATS DU RÉSULTAT ÉTENDU CONSOLIDÉS

[Non vérifié]	Périodes de trois mois		Périodes de six mois	
	terminées le 30 juin		terminées le 30 juin	
	2010	2009	2010	2009
	\$	\$	\$	\$
Bénéfice net	191 970	3 344 815	3 347 335	7 551 769
Autres éléments du résultat étendu				
Variation de la juste valeur du dérivé désigné comme couverture de flux de trésorerie, déduction faite des impôts sur les bénéfices	—	(41 037)	—	(189 359)
Ajustement afin de reclasser la perte sur le dérivé désigné comme couverture de flux de trésorerie dans la perte nette, déduction faite des impôts sur les bénéfices	—	570 649	—	980 267
Résultat étendu	191 970	3 874 427	3 347 335	8 342 677

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

30 juin 2010

[Non vérifié]

1. DESCRIPTION DES ACTIVITÉS ET MODE DE PRÉSENTATION

Le Fonds de revenu Supremex (le « Fonds ») est une fiducie sans personnalité morale à capital variable, établie sous le régime des lois de la province de Québec conformément à une déclaration de fiducie datée du 10 février 2006, qui peut être modifiée, complétée ou mise à jour de temps à autre, et qui a commencé ses activités le 31 mars 2006.

Le Fonds est propriétaire de Supremex Inc. (« Supremex ») dont les activités consistent à fabriquer et distribuer une vaste gamme d'enveloppes génériques et personnalisées et de produits connexes.

Les activités de Supremex suivent une tendance saisonnière avec des produits d'exploitation plus élevés durant la période d'août à février surtout en raison du nombre accru d'envois postaux et de publicités liés à des événements comme la rentrée scolaire, les campagnes de financement, la saison des Fêtes et la période des impôts. Par conséquent, il est possible que les produits d'exploitation et le rendement financier de Supremex pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 juin 2010 ne reflètent pas les produits d'exploitation et le rendement financier auxquels on pourrait s'attendre pour une année complète.

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés comprennent les comptes du Fonds et de ses filiales et ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnu du Canada. Les présents états financiers intermédiaires non vérifiés ne comportent pas toutes les informations et les notes requises aux fins des états financiers annuels vérifiés. Les conventions comptables utilisées sont les mêmes que celles employées aux fins des états financiers consolidés vérifiés du Fonds pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009. Ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés devraient être lus en parallèle avec les états financiers consolidés vérifiés du Fonds pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009 tel qu'inclus dans le rapport annuel 2009 du Fonds.

2. STOCKS ET COÛT DES VENTES

	30 juin 2010	31 décembre 2009
	\$	\$
Matières premières	3 110 813	3 386 049
Produits en cours	175 262	365 755
Produits finis	9 462 974	10 169 922
	12 749 049	13 921 726

Le coût des stocks passé en charges au cours des périodes de trois et six mois terminées le 30 juin 2010 est de 26 874 538 \$ et de 54 587 902 \$ (2009 – 28 757 170 \$ et 61 074 037 \$).

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

30 juin 2010

[Non vérifié]

3. RÉGIME D'AVANTAGES SOCIAUX DES EMPLOYÉS

La charge liée aux régimes de retraite à prestations déterminées s'est établie à 673 000 \$ et à 1 437 000\$ pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 juin 2010 (2009 – 607 000 \$ et 1 282 000 \$).

4. PROVISION POUR FRAIS DE RESTRUCTURATION

Dans le cadre de l'acquisition de NPG Enveloppe (« NPG ») et d'Enveloppe Montréal Inc. (« Montréal »), le Fonds a adopté un plan afin d'intégrer et de restructurer chacune des entreprises acquises. À ce titre, le Fonds a enregistré une provision relativement aux indemnités de départ et frais de réaffectation et de retrait pour certains employés et certaines installations des entreprises acquises. Au 30 juin 2010, le solde de la provision pour frais de restructuration était de 0,5 million de dollars. Dans le cadre de la restructuration des opérations de Toronto, le Fonds a engagé, au cours du deuxième trimestre de 2010, des frais de restructuration additionnels relativement aux indemnités de départ et autres frais de restructuration (voir note 8). Le solde de la provision pour frais de restructuration était d'environ 1,1 million de dollars au 30 juin 2010.

Le tableau suivant est un sommaire des montants comptabilisés et payés relativement aux frais de restructuration :

	30 juin 2010 \$	31 décembre 2009 \$
Solde, au début de la période	795 018	1 327 080
Frais de restructuration inclus dans la répartition du prix d'achat	—	199 097
Frais de restructuration passés en charges	1 246 202	818 452
Paiements au comptant	(392 232)	(1 549 611)
Solde, à la fin de la période	1 648 988	795 018

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

30 juin 2010

[Non vérifié]

5. FACILITÉS DE CRÉDIT GARANTIES

Les montants prélevés en vertu des facilités de crédit renouvelables et d'emprunt à terme sont les suivants :

	30 juin 2010	31 décembre 2009
	\$	\$
Facilité de crédit renouvelable	14 087 832	20 324 181
Facilité d'emprunt à terme	69 375 000	73 125 000
Moins : Frais de financement reportés, montant net	(1 269 018)	(1 569 804)
	82 193 814	91 879 377
Tranche à court terme	(7 500 000)	(7 500 000)
Tranche à long terme des facilités de crédit garanties	74 693 814	84 379 377

En vertu des modalités des facilités de crédit garanties, le Fonds est dans l'obligation, entre autres conditions, de respecter certaines clauses restrictives. Au 30 juin 2010, le Fonds respectait toutes ces clauses restrictives. Les facilités de crédit sont garanties par une hypothèque et une sûreté réelle couvrant la totalité des actifs existants et futurs du Fonds et de ses filiales.

Les remboursements minimums requis en vertu des facilités de crédit garanties sont comme suit :

	\$
2010	3 750 000
2011	7 500 000
2012	72 212 832

Au 30 juin 2010, les taux d'intérêt sur les facilités de crédit renouvelables et d'emprunt à terme étaient respectivement de 4,24 % et de 4,06 %.

Frais de financement, montant net :

	Périodes de trois mois terminées le 30 juin		Périodes de six mois terminées le 30 juin	
	2010	2009	2010	2009
	\$	\$	\$	\$
Intérêts sur les facilités de crédit garanties	899 080	1 329 180	2 023 536	2 704 665
Autres intérêts	3 538	5 257	4 683	4 422
Amortissement des frais de financement reportés	226 630	49 712	428 098	99 423
	1 129 248	1 384 149	2 456 317	2 808 510

Fonds de revenu Supremex

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

30 juin 2010

[Non vérifié]

6. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La charge d'impôts diffère de la charge qui aurait été obtenue en appliquant le taux d'imposition canadien combiné (taux fédéral et provinciaux) en raison des éléments suivants :

	Périodes de trois mois terminées le 30 juin		Périodes de six mois terminées le 30 juin	
	2010	2009	2010	2009
	\$	\$	\$	\$
Bénéfice avant les impôts sur les bénéfices	196 606	3 407 420	4 860 685	8 045 106
Charge d'impôts sur les bénéfices au taux combiné (fédéral et provinciaux) prévu par la loi	61 144	1 041 156	1 511 673	2 502 028
Incidence des intérêts débiteurs de Supremex payés au Fonds, éliminés à la consolidation	(325 526)	(1 414 269)	(677 379)	(2 849 648)
Incidence de la variation des taux d'imposition en vigueur	181 785	(65 272)	130 506	(132 789)
Incidence de l'amortissement de la rémunération différée non déductible aux fins fiscales	—	412 908	392 019	820 410
Charges non déductibles et autres	87 233	88 082	156 531	153 336
Charge d'impôts sur les bénéfices	4 636	62 605	1 513 350	493 337

7. DISTRIBUTION

Le Fonds effectue la distribution mensuelle de ses liquidités disponibles aux porteurs de parts inscrits le dernier jour ouvrable de chaque mois, payable le 15^e jour du mois suivant, ou autour de cette date. Les distributions aux porteurs de parts sont enregistrées selon la méthode de la comptabilité d'exercice. La distribution du mois de juin d'un montant de 292 978 \$ a été déclarée et comptabilisée en juin 2010 et payée aux porteurs de parts le 15 juillet 2010. Les distributions pour la période du 1^{er} janvier 2010 au 30 juin 2010 sont comme suit :

Période	Date de clôture des registres	Date de paiement	Par part \$	Distribution \$
Janvier 2010	31 janvier 2010	15 février 2010	0,01	292 978
Février 2010	28 février 2010	15 mars 2010	0,01	292 978
Mars 2010	31 mars 2010	15 avril 2010	0,01	292 978
Avril 2010	30 avril 2010	17 mai 2010	0,01	292 978
Mai 2010	31 mai 2010	15 juin 2010	0,01	292 978
Juin 2010	30 juin 2010	15 juillet 2010	0,01	292 978
			0,06	1 757 868

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

30 juin 2010

[Non vérifié]

8. ACTIFS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE

Au cours du trimestre, le Fonds a annoncé la restructuration de ses opérations situées à Toronto. Il a été décidé de fermer l'usine de Markham et de déménager la production qui y était faite dans les deux autres usines situées à Mississauga et à Etobicoke. Par le fait même, au 30 juin 2010, le Fonds a classé, à titre d'actifs détenus en vue de la vente, certains équipements de fabrication ainsi qu'un bâtiment situé à Markham en Ontario. Les équipements et le bâtiment sont enregistrés au moindre de la valeur comptable et de la juste valeur marchande, déduction faite des frais de vente basée sur les prix de vente d'items similaires. Une dévaluation de 1,9 million de dollars est incluse dans l'amortissement des immobilisations corporelles pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2010.

9. INFORMATIONS SECTORIELLES

Le Fonds exerce ses activités dans un seul secteur d'exploitation, soit la fabrication et la vente d'enveloppes. Au 30 juin 2010, les actifs nets du Fonds totalisaient 74 975 033 \$ au Canada et 1 220 577 \$ aux États-Unis (2009 – 111 384 816 \$ et 1 104 245 \$, respectivement). Les produits d'exploitation du Fonds se sont élevés à 33 121 348 \$ et à 71 563 365 \$ au Canada et à 2 110 109 \$ et à 4 909 164 \$ aux États-Unis pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 juin 2010 (2009 – 37 923 263 \$ et 80 291 188 \$ au Canada et 3 242 112 \$ et à 6 814 493 \$ aux États-Unis respectivement).

(Cette page a été laissée blanche volontairement)